



À l'attention de M. Hugues Perrin, Directeur régional des Finances publiques de la région Occitanie et du département de la Haute-Garonne

Motion de soutien aux agents des Finances publiques de Haute-Garonne

Vous avez informé les représentants de l'intersyndicale locale d'une saisine en référé du tribunal administratif visant quarante agents ayant participé au blocage de plusieurs sites durant ces dernières semaines ainsi que les secrétaires des quatre organisations syndicales du département. L'audience a lieu le mercredi 3 avril 2019.

L'objectif du référé et de la décision attendue du TA est le déblocage par la force publique des piquets de grève... alors même que les assemblées générales de la semaine dernière n'avaient pas envisagées d'actions de ce type.

La collusion insupportable entre le pouvoir administratif et le pouvoir politique éclate ici au grand jour et emprunte les mêmes chemins de la répression de l'action syndicale et collective. Le mensonge et l'hypocrisie de la Direction générale sont aussi patents puisque son directeur avait assuré aux représentants nationaux des organisations syndicales que les exploits d'huissier réalisés en février n'avaient pas pour but de sanctionner effectivement les personnels engagés dans une lutte légitime. Mensonges, omerta, intimidation et provocation, la DG et le gouvernement ne reculent devant rien pour faire taire les personnels.

Les syndicats CGT et Force Ouvrière de Seine-Saint-Denis apportent tout leur soutien aux camarades de Haute-Garonne qui depuis des semaines sont engagés dans l'action pour défendre leurs missions, leurs conditions de travail et le service public.

Aucune menace ne fera dévier les agents des Finances publiques mobilisés du but qu'ils se sont fixés, la satisfaction de leurs légitimes revendications.

Vous devez cesser immédiatement ces intimidations alors que vous accompagnez le démantèlement des Finances publiques et que le gouvernement s'attaque au statut de la Fonction publique comme jamais.

Ceux qui ont raison sont ceux qui défendent le service public, pas ceux qui le détruisent.